ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre, Adjoint aux Finances, le 27 mars 1964, d'une demande d'avis sur un projet de loi "organique de la Caisse d'assurance de l'ancien personnel d'Afrique", a donné le 10 juin 1964 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 27e maart 1964 door de Minister, Adjunct voor Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp "van organieke wet van de Verzekeringskas van het gewezen personeel van Afrika", heeft de 10e juni 1964 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

La matière de certaines assurances en faveur de l'ancien personneld'Afrique est actuellement régie dans ses principes par le décret du 28 juin 1957 pour les assurances de rentes de survie, les assurances d'orphelins et les assurances contre les accidents hors service, et par le décret du 4 août 1959 pour l'assurance des soins de santé.

Le service de ces assurances est fait par la Caisse d'assurance du Congo belge et du Ruanda-Urundi, organisme créé par le décret du 25 mai 1956, dont la dénomination actuelle résulte du décret du 3 mai 1960 et que la loi du 27 juin 1960 a transformé en organisme de droit belge.

La Caisse d'assurance est donc actuellement un organisme de droit belge, mais dont le statut et le fonctionnement restent régis par les dispositions de l'ancien droit colonial.

Selon l'exposé des motifs qui accompagne le projet, cette situation crée des difficultés et le fonctionnement normal des divers organes de la Caisse se heurte à des obstacles de fait.

Afin de lever ces difficultés, le Gouvernement se propose d'inviter le législateur à créer une nouvelle Caisse qui serait soumise uniquement au droit belge et qui

.../...

reprendrait les activités de la Caisse actuelle; le projet se limiterait à organiser cette mutation juridique.

L'on peut se demander si pour réaliser les intentions du Gouvernement, il est nécessaire de recourir à la fiction de la création d'une Caisse nouvelle, héritière, avec effet rétroactif, des activités, des droits et des obligations de la Caisse actuelle et s'il n'eût pas suffi de se borner à apporter au décret du 25 mai 1956 les amendements nécessaires pour en supprimer les difficultés d'application.

D'autre part, le projet lui-même traduit des intentions qui ne sont pas en concordance complète avec celles qui sont formulées dans l'exposé des motifs. Le projet ne se borne pas, en effet, à organiser la transformation de la Caisse actuelle en une Caisse nouvelle soumise uniquement au droit belge; il modifie plusieurs règles d'organisation et de fonctionnement de la Caisse ainsi que certaines de ses attributions ; en outre, dans ses articles 12 et suivants, il modifie implicitement le décret du 4 août 1959 relatif aux assurances relatives aux soins de santé.

Il importerait que l'exposé des motifs soit mis en concordance avec le texte et en indique plus complètement et plus exactement l'objet réel.

\+

\+ \+

Le projet soulève une seconde observation générale. Si la Caisse elle-même sera désormais régie par des dispositions de droit purement belge, les assurances dont elle effectuera le service continueront à être régies par les décrets des 28 juin 1957 et 4 août 1959, ce dernier modifié implicitement par le projet. Ces deux décrets, qui, au moment où ils furent pris, étaient de droit congolais, ont été régulièrement publiés au Congo belge, mais ne l'ont pas été en Belgique. Ils ont été pris par le Roi, législateur colonial, et règlent des matières qui n'ont pas été déléguées au pouvoir exécutif belge; pour qu'ils soient obligatoires ~~en Belgique~~, il ne suffit donc pas que les intéressés en aient connaissance; en vertu de l'article 129 de la Constitution, leur caractère obligatoire en Belgique est subordonné à leur publication conformément à la loi belge.

Afin que soit évitée toute difficulté, le Conseil d'Etat suggère que ces décrets, modifiés expressément dans celles de leurs dispositions qui sont incompatibles avec les circonstances nouvelles de leur application, soient publiés au Moniteur belge en même temps que la loi objet du présent projet.

\+

\+ \+

.../...

EXAMEN DES ARTICLES.

Article 1er.

Il ressort de l'exposé des motifs, que l'intention du Gouvernement est de créer une nouvelle personne décentralisée qui se substituera à l'organisme existant. Le texte proposé ci-après tient compte de cette observation.

Article 2.

A moins que le Gouvernement n'ait l'intention de soustraire le nouvel organisme au contrôle organisé par la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, il conviendrait que le projet soit complété par une disposition indiquant dans quelle catégorie la Caisse doit être rangée.

D'autre part, il serait plus conforme aux principes de notre droit public que la loi laisse au Roi le soin de désigner le Ministre qui administrera la Caisse.

L'alinéa 2 trouverait mieux sa place dans l'un des articles relatifs au conseil consultatif.

Article 3.

A l'alinéa 1er, 2, il conviendrait d'omettre le mot "temporaires" , le décret de 1957 prévoyant à l'article 20 des allocations d'orphelin qui ne sont pas temporaires.

.../...

Article 5.

L'article 20, alinéa 3, des lois relatives au personnel d'Afrique, coordonnées le 21 mai 1964, ajoute aux retenues opérées sur les traitements, les pensions, les rentes et allocations des affiliés, la retenue effectuée sur l'indemnité d'attente attribuée par l'article 9 de ces lois; le texte proposé tient compte de cette observation.

Article 8.

Cet article ne répond pas aux intentions du Gouvernement telles qu'elles sont exprimées dans l'exposé des motifs et qui consistent à donner au conseil un caractère paritaire.

D'autre part, cet article règle très incomplètement le fonctionnement du conseil, notamment en ce qui concerne le mode de convocation, le nombre minimum de membres requis pour que le conseil puisse siéger valablement, la majorité requise pour que les délibérations soient adoptées, l'éventuelle prépondérance de la voix du président en cas de partage des voix, etc... Cette matière devrait faire l'objet d'un règlement d'ordre intérieur établi par le Roi. Le projet de texte proposé par le Conseil d'Etat en son article 9 tient compte de cette observation.

.../...

Article 10.

Cet article ne devrait être maintenu qu'au cas où le Gouvernement n'aurait pas l'intention de voir la Caisse soumise au contrôle organisé par la loi du 16 mars 1954 ou si, au cas où la Caisse serait soumise à ce contrôle, il estimait opportun que des missions particulières soient confiées au reviseur. En cas de maintien de l'article, il conviendrait d'ajouter le mot "annuel" après les mots "projet de bilan".

Articles 12, 13 et 14.

Ces articles concernent l'organisation du service d'assurance des soins de santé. Ils apportent implicitement des modifications au décret du 4 août 1959. Cette matière est distincte de celle qui est réglée par les articles 1er à 11 du projet, lesquels concernent uniquement l'organisation de la Caisse; il conviendrait dès lors de diviser le projet en deux chapitres, auxquels s'ajouterait un troisième chapitre comprenant les dispositions abrogatoires proposées ci-après.

Conformément à la seconde observation générale formulée au début du présent avis, les modifications implicites que le projet apporte au décret du 4 août 1959 devraient être présentées sous la forme de modifications expresses. Dans ce cas, la rédaction de ces articles devrait être complètement remaniée.

+

.../...

A la suite de l'article 14 du projet viendrait le chapitre III, intitulé "Dispositions abrogatoires".

+

Article 15.

L'article 15 prévoit l'entrée en vigueur de la loi en projet au 1er juillet 1960.

Outre le fait qu'il est difficile de concevoir la création rétroactive d'un établissement public, il y aurait lieu d'observer que si le but unique de cette disposition est de "régulariser" les opérations effectuées par la Caisse actuelle depuis le 30 juin 1960, cette disposition est inopérante; en effet, les opérations effectuées conformément à la législation en vigueur ne nécessitent pas de régularisation, et si des opérations irrégulières avaient été faites, elles ne pourraient être régularisées que par des dispositions expresses.

L'article 15 doit être omis; il doit être remplacé par un article qui abroge les décrets des 25 mai 1956 et 3 mai 1960 ainsi que la loi du 27 juin 1960. Cet article figurerait sous le chapitre III.

+

+ +

.../...

. Il a été tenu compte des observations qui précèdent dans le texte proposé ci-après; le projet appelle en outre diverses modifications de forme qui ne nécessitent aucun commentaire.

PROJET DE LOI ORGANIQUE DE LA CAISSE D'ASSURANCE DE L'ANCIEN PERSONNEL D'AFRIQUE.

BAUDUOIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre, Adjoint aux Finances,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre, Adjoint aux Finances, est chargé de présenter en Notre nom aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

CHAPITRE Ier. - DE L'ORGANISATION DE LA CAISSE.

Article 1er.-

Il est créé sous la dénomination "Caisse d'assurance de l'ancien personnel d'Afrique" un établissement public doté de la personnalité civile qui a pour mission le service des assurances énumérées à l'article 3 en faveur des membres de l'ancien personnel d'Afrique sous statut ainsi que de leurs familles.

.../...

La Caisse d'assurance de l'ancien personnel d'Afrique est ci-après dénommée : "la Caisse".

La Caisse est substituée à la Caisse d'assurance du Congo-belge et du Ruanda-Urundi ,qui est dissoute.

Elle assume ses activités, succède à ses droits et obligations et reprend son actif et son passif.

Article 2.-

...(voir observation relative à cet article) ...

Article 3.-

Les branches de l'activité de la Caisse sont :

1° les assurances de rente de survie prévues au décret du 28 juin 1957 portant statut de la Caisse coloniale d'assurance;

2° les assurances d'orhelins , prévues au décret du 28 juin 1957 portant statut de la Caisse coloniale d'assurance;

3° les assurances ... (comme à l'article 3, 3. du projet)...

4° les assurances contre les accidents hors service, prévues au décret du 28 juin 1957 portant statut de la Caisse coloniale d'assurance;

5° éventuellement ... (article 3, 5. du projet) ...

Chaque branche fait l'objet d'une gestion distincte.

Il est tenu pour chacune d'elles une comptabilité spéciale de telle manière qu'il soit possible à tout moment d'établir si ses opérations présentent un excédent ou un déficit.

Il est dressé pour chacune d'elles au 31 décembre un bilan annuel.

.../...

Si une branche laisse en fin d'année un excédent, celui-ci est porté à un compte de réserve particulier à la branche.

Si, au contraire, les opérations se soldent par un déficit, celui-ci est comblé d'abord par un prélèvement sur la réserve propre à la branche. En cas d'insuffisance ou d'inexistence de la réserve d'une branche déficitaire, le Ministre prend,au vu des bilans, toute mesure propres à rétablir l'équilibre financier de cette branche, en tenant compte des charges qu'elle doit assurer.

Aucun transfert de branche à branche n'est autorisé.

Article 4.-

... (article 4 du projet) ...

Article 5.-

La Caisse est alimentée :

1° par des retenues opérées sur les traitements, les pensions, les rentes, les allocations des affiliés et l'indemnité d'attente attribuée par l'article 9 des lois relatives au personnel d'Afrique ,coordonnées le 21 mai 1964 ;

2° par des versements effectués par des affiliés;

3° par des contributions du Trésor.

La Caisse peut recevoir des dons et legs.

Article 6.-

... (comme au projet) ...

.../...

'ticle 2
:rtim et
'ticle 9
: projet.

Article 7.-

Le Ministre est assisté d'un conseil consultatif qui a pour mission de lui donner son avis sur les affaires qu'il lui soumet. Le conseil peut également faire au Ministre toutes propositions qu'il juge utiles sur les objets qui intéressent la Caisse.

ticle 7
rtim.

Article 8.-

Le conseil est composé de :

1° un président;

2° quatre membres nommés sur deux listes d'affiliés à la Caisse, présentées par les associations professionnelles, deux au moins de ces membres étant des affiliés pensionnés;

3° trois membres représentant l'Etat, nommés en raison de leur compétence.

Le président et les membres sont nommés par le Ministre pour une durée de quatre ans. Leur mandat est renouvelable.

Pour chacun de ces membres il est désigné, selon les mêmes règles, un membre suppléant qui le remplace en cas d'empêchement et achève son mandat en cas de vacance.

Le conseil désigne un vice-président dans son sein.

Le Ministre fixe les jetons de présence à allouer au président et aux membres du conseil.

.../...

Article 9. -

Le Roi arrête le règlement d'ordre intérieur.

Article 7 partim et article 11.

Article 10.-

Le Ministre nomme auprès de la Caisse un actuaire qui a pour mission de veiller à ce que le montant des réserves mathématiques figurant au bilan suffise à couvrir les engagements de la Caisse vis-à-vis de ses affiliés.

L'actuaire assiste aux réunions du conseil et y a voix consultative.

En vue de l'élaboration de chaque bilan, l'actuaire propose au conseil consultatif les bases et les barèmes qu'il estime les plus adéquats pour le calcul de ces réserves. Le conseil donne au Ministre son avis sur ces propositions.

Article 10.

Article 11.-

...(texte de l'article 10 du projet, sous réserve de l'observation relative à cet article, faite dans la première partie de cet avis) ...

Article 7 partim.

Article 12.-

Le Ministre détermine les émoluments à accorder à l'actuaire et au reviseur.

.../...

CHAPITRE II. - MODIFICATIONS AU (X) DECRET (S) DU 4 AOUT 1959 (ET DU 28 JUIN 1957).

(voir observation figurant dans l'avis au sujet des articles 12, 13 et 14 du projet) .

CHAPITRE III. - DISPOSITIONS ABROGATOIRES.

Article ... - Sont abrogés :

1° le décret du 25 mai 1956 organique de la Caisse coloniale d'Assurance;

2° le décret du 3 mai 1960 portant changement de la dénomination de la Caisse coloniale d'Assurance;

3° la loi du 27 juin 1960 relative à la Caisse d'Assurance du Congo belge et du Ruanda-Urundi.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

Voor sommige verzekeringen ten behoeve van het gewezen personeel in Afrika gelden thans, op het stuk van de principes, het decreet van 28 juni 1957, als het gaat om overlevingsrenteverzekeringen, wezenverzekeringen en verzekering tegen ongevallen buiten dienstverband, en het decreet van 4 augustus 1959, als het verzekeringen inzake gezondheidsverzorging betreft.

De dienst van die verzekeringen wordt verzorgd door de Verzekeringskas van Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi, een instelling die is opgericht bij decreet van 25 mei 1956, haar huidige benaming ontleent aan het decreet van 3 mei 1960 en door de wet van 27 juni 1960 in een instelling naar Belgisch recht is veranderd.

De Verzekeringskas is thans dus een instelling naar Belgisch recht, maar voor haar statuut en werkwijze blijven de bepalingen van het vroegere koloniale recht gelden.

Volgens de memorie van toelichting bij het ontwerp levert dat moeilijkheden op en stuiten de verschillende organen van de Kas bij hun werking op feitelijke hinderpalen.

Om die moeilijkheden uit de weg te ruimen, wenst de Regering de wetgever een nieuwe Kas te zien oprichten die alleen onder Belgisch recht zou staan en het werk van de huidige Kas opgedragen zou krijgen; het ontwerp zou er zich toe beperken, in die verandering van rechtspositie te voorzien.

.../...

De vraag is gewettigd of de Regering, om haar doel te bereiken, wel moet werken met een fictie, met name de oprichting van een nieuwe Kas die zich de werkzaamheden, de rechten en verplichtingen van de huidige Kas met terugwerking zou zien overdragen. Had zij niet kunnen volstaan met in het decreet van 25 mei 1956 zodanige wijzigingen aan te brengen, als nodig zijn opdat zich bij de toepassing ervan geen moeilijkheden meer voordoen ?

Bovendien komen in het ontwerp zelf oogmerken tot uitdrukking, die niet geheel stroken met de in de memorie van toelichting aangegevene. Het ontwerp beperkt er zich immers niet toe de huidige Kas te veranderen in een nieuwe, naar Belgisch recht; het wijzigt een aantal regelen inzake organisatie en werkwijze van de Kas, en in zekere mate ook dezer bevoegdheid; in de artikelen 12 en volgende wijzigt het daarenboven impliciet het decreet van 4 augustus 1959 op de verzekering betreffende gezondheidsverzorging.

De memorie van toelichting moet met de tekst in overeenstemming worden gebracht en het werkelijk beoogde doel juister en volledi ger aangeven.

\+

\+ \+

Bij het ontwerp is nog een tweede algemene opmerking te maken. Zal de Kas zelf voortaan onder louter Belgisch recht staan, de verzekeringen waarvan zij de dienst verzorgt, zullen, zoals voorheen, onderworpen zijn aan het decreet van 28 juni 1957 en aan het door het

.../...

ontwerp impliciet gewijzigde decreet van 4 augustus 1959. Die decreten, bij hun uitvaardiging decreten naar Congolees recht, zijn regelmatig bekendgemaakt in Belgisch-Congo, maar niet in België. Ze zijn vastgesteld door de Koning, koloniaal wetgever, en regelen materies die niet aan de Belgische uitvoerende macht zijn opgedragen; opdat ze in België bindende kracht hebben, is het dus niet voldoende dat de belanghebbenden er kennis van dragen; krachtens artikel 129 van de Grondwet, hebben zij in België eerst bindende kracht als zij overeenkomstig de Belgische wet zijn bekendgemaakt.

Om moeilijkheden uit de weg te gaan, ware het naar het gevoelen van de Raad van State gewenst die decreten, na uitdrukkelijke wijziging van hun bepalingen die onbestaanbaar zijn met de veranderde omstandigheden waarin ze toepassing moeten vinden, tegelijk met de ontwerpwet in het Belgisch Staatsblad bekend te maken.

\+

\+ +

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN.

Artikel 1.

Blijkens de memorie van toelichting bedoelt de Regering een nieuwe gedecentraliseerde rechtspersoon in het leven te roepen, die in de plaats van de bestaande instelling moet komen. De hierna voorgestelde tekst houdt rekening met die opmerking.

.../...

Artikel 2.

Tenzij de Regering de nieuwe instelling buiten het toezicht wenst te houden,dat georganiseerd is bij de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, voege men aan het ontwerp een bepaling toe,die aangeeft bij welke categorie de Kas dient te worden ingedeeld.

Het zou bovendien meer in de lijn van onze publiekrechtelijke beginselen liggen, dat de wet het aan de Koning overlaat, de Minister aan te wijzen die de Kas zal beheren.

Het tweede lid hoort veeleer thuis in de artikelen over de raad van advies.

Artikel 3.

Onder 2 schrappe men het woord "tijdelijke". Artikel 20 van het decreet van 1957 kent immers wezenuitkeringen die niet tijdelijk zijn.

Artikel 5.

Artikel 20, derde lid, van de op 21 mei 1964 gecoördineerde wetten betreffende het personeel in Afrika, voegt bij de afhouding op de wedden, pensioenen, renten en uitkeringen van de aangeslotenen nog een afhouding op het ingevolge artikel 9 van die wetten verleende wachtgeld; de voorgestelde tekst houdt hiermee rekening.

.../...

Artikel 8.

Dat artikel beantwoordt niet aan de bedoeling van de Regering zoals die tot uitdrukking komt in de memorie van toelichting, met name dat de raad een paritaire raad moet zijn.

De werkwijze van de raad is in dat artikel bovendien maar zeer onvolledig bepaald. Dat is onder meer het geval voor de wijze van bijeenroeping, het minimum-ledental dat vereist is opdat de raad geldig zitting kan houden, de voor beslissingen vereiste meerderheid, de vraag of de stem van de voorzitter bij staking al dan niet de doorslag geeft enz... Een door de Koning op te maken reglement van orde zou daarin moeten voorzien. De door de Raad van State voorgestelde tekst houdt hiermee rekening in artikel 9.

Artikel 10.

Dat artikel moet alleen worden behouden als de Regering de Kas niet wenst te onderwerpen aan het toezicht, georganiseerd door de wet van 16 maart 1964, of als zij het, ingeval de Kas wel onder die controle wordt gesteld, gelegen mocht achten de revisor speciale taken op te dragen. Blijft het artikel behouden, dan schrijve men "de ontwerp-jaarbalans".

Artikelen 12, 13 en 14.

Die artikelen handelen over de organisatie van de verzekering inzake gezondheidsverzorging. Ze wijzigen impliciet het decreet van 4 augustus 1959. Het

.../...

gaat hier om iets geheel anders dan hetgeen behandeld wordt in de artikelen 1 tot 11 van het ontwerp, die het alleen over de organisatie van de Kas hebben; het ontwerp ware dan ook in twee hoofdstukken in te delen, met daarbij nog een derde, waarin de hierna voorgestelde opheffingsbepalingen zouden komen.

Gelet op hetgeen vooraan in dit advies onder de tweede algemene opmerking is gezegd, make men de impliciete wijzigingen, die het ontwerp in het decreet van 4 augustus 1959 aanbrengt, tot uitdrukkelijke wijzigingen. In dat geval moet de tekst van de artikelen geheel worden omgewerkt.

+

Na artikel 14 van het ontwerp zou dan hoofdstuk III "Opheffingsbepalingen" komen.

+

Artikel 15.

Artikel 15 stelt de inwerkingtreding van de ontwerp-wet vast op 1 juli 1960.

Een openbare instelling oprichten met terugwerking is al niet goed denkbaar. Daar komt nog bij, dat die bepaling, als ze alleen maar moet dienen om de verrichtingen van de huidige Kas sedert 30 juni 1960 te

.../...

"regulariseren", onwerkzaam zal blijven; verrichtingen die overeenkomstig de vigerende wetgeving zijn geschied, behoeven immers geen regularisatie en eventuele onregelmatige verrichtingen kunnen alleen door uitdrukkelijke bepalingen worden geregulariseerd.

Artikel 15 moet vervallen; men vervange het door een artikel dat de decreten van 25 mei 1956 en 3 mei 1960 alsook de wet van 27 juni 1960 opheft. Dat artikel zou onder het hoofdstuk III moeten komen.

\+

\+ +

De hierna voorgestelde tekst houdt rekening met al de hiervoren gemaakte opmerkingen. Bovendien zijn in het ontwerp een aantal vormwijzigingen aan te brengen, die geen commentaar behoeven.

ONTWERP VAN ORGANIEKE WET OP DE VERZEKERINGSKAS VAN HET GEWEZEN PERSONEEL IN AFRIKA.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Op de voordracht van Onze Minister, Adjunct voor Financiën,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister, Adjunct voor Financiën, is gelast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

.../...

HOOFDSTUK I. - ORGANISATIE VAN DE KAS.

Artikel 1.-

Onder de benaming "Verzekeringskas van het gewezen personeel in Afrika" wordt een openbare instelling met rechtspersoonlijkheid opgericht, die belast is met de dienst van de in artikel 3 opgesomde verzekeringen voor de leden van het gewezen personeel in Afrika onder statuutregeling en voor hun gezin.

De Verzekeringskas van het gewezen personeel van Afrika wordt verder als "De Kas" aangehaald.

De Kas komt in de plaats van de Verzekeringskas van Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi, die ontbonden is.

Ze neemt de werkzaamheden ervan waar, treedt in haar rechten en verplichtingen en neemt haar activa en passiva over.

Artikel 2.-

... (zie opmerking bij dat artikel) ...

Artikel 3.-

De activiteit van de Kas strekt zich uit over de volgende afdelingen :

1° de overlevingsrenteverzekeringen, bedoeld in het decreet van 28 juni 1957 houdende statuut van de Koloniale Verzekeringskas;

2° de wezenverzekeringen, bedoeld in het decreet van 28 juni 1957 houdende statuut van de Koloniale Verzekeringskas;

.../...

3° de verzekeringen betreffende de gezondheidsverzorging, bedoeld in ... (verder zoals in artikel 3, 3. van het ontwerp) ...;

4° de verzekeringen tegen ongevallen buiten de dienst, bedoeld in het decreet van 28 juni 1957 houdende statuut van de Koloniale Verzekeringskas;

5° eventueel enige andere verrichting van sociale aard, inzonderheid het deelnemen in sociale werken of in instellingen die nieuwe voordelen toekennen.

Voor iedere afdeling is er een afzonderlijk beheer.

Voor iedere afdeling wordt een speciale boekhouding gevoerd en wel zo dat te allen tijde kan worden uitgemaakt of haar verrichtingen een overschot of een tekort opleveren.

Voor iedere afdeling wordt per 31 december een jaarbalans opgemaakt.

Het overschot dat een afdeling op het einde van het jaar mocht opleveren, wordt op een bijzondere reserverekening voor die afdeling geboekt.

Sluiten de verrichtingen daarentegen met een tekort, dan wordt dit in de eerste plaats aangevuld door opneming uit de reserve van de afdeling. Is de reserve van een met een tekort sluitende afdeling ontoereikend of is er geen reserve, dan treft de Minister, aan de hand van de balansen, de nodige voorzieningen om het financieel evenwicht van die afdeling te herstellen, met inachtneming van de lasten die zij moet dragen.

.../...

Er mag niet worden overgeboekt van de ene afdeling naar de andere.

Artikel 4.-

... (artikel 4 van het ontwerp) ...

Artikel 5.-

De Kas wordt gestijfd :

1° met afhoudingen op de wedden, pensioenen, renten en uitkeringen van de aangeslotenen en op het wachtgeld bepaald in artikel 9 van de op 21 mei 1964 gecoördineerde wetten betreffende het personeel in Afrika;

2° met stortingen vanwege de aangeslotenen;

3° met bijdragen van de Schatkist.

De Kas kan schenkingen en legaten aanvaarden.

Artikel 6.-

... (zoals in het ontwerp) ...

:tikel 2,
artim, en
:tikel 9 van
:t ontwerp.

Artikel 7.-

De Minister wordt bijgestaan door een raad van advies, die tot taak heeft hem van advies te dienen over de zaken welke hij hem voorlegt. De Raad kan de Minister, ook over aangelegenheden die de Kas betreffen, alle voorstellen doen welke hij dienstig acht.

.../...

tikel 7, rtim.

Artikel 8.-

De Raad bestaat uit :

1° een voorzitter;

2° vier leden, benoemd uit twee door de beroepsverenigingen voorgedragen lijsten van bij de Kas aangeslotenen; ten minste twee ervan zijn gepensioneerde aangeslotenen;

3° drie wegens hun bekwaamheid benoemde leden die de Staat vertegenwoordigen.

De voorzitter en de leden worden door de Minister voor vier jaar benoemd. Hun mandaat kan worden vernieuwd.

Voor ieder lid wordt, volgens dezelfde regelen, een plaatsvervangend lid aangewezen, dat hem vervangt bij verhindering en zijn mandaat voltooit in geval van vacature.

De raad wijst uit zijn midden een ondervoorzitter aan.

De Minister stelt het aan de voorzitter en de leden van de raad toe te kennen presentiegeld vast.

Artikel 9.-

De Koning stelt het reglement van orde vast.

tikel 7, parm, en artikel .

Artikel 10.-

De Minister benoemt bij de Kas een actuaris, die toeziet dat het bedrag van de wiskundige reserves op de balans groot genoeg is opdat de Kas haar verbintenissen jegens haar aangeslotenen kan nakomen.

.../...

De actuaris woont de vergaderingen van de raad bij met adviserende stem.

Met het oog op het opmaken van iedere balans stelt de actuaris aan de raad van advies de grondslagen en schalen voor, die hij voor de berekening van die reserves het meest geschikt acht. De raad dient de Minister van advies over die voorstellen.

Artikel 10.

Artikel 11.-

... (artikel 10 van het ontwerp, behoudens hetgeen in het advies over dat artikel is opgemerkt) ...

Artikel 7, partim.

Artikel 12.-

De Minister bepaalt het bedrag van aan de actuaris en de revisor toe te kennen emolumenten.

HOOFDSTUK II. - WIJZIGINGEN IN HET DECREET (DE DECRETEN) VAN 4 AUGUSTUS 1959 (EN 28 JUNI 1957).

... (zie opmerking in het advies bij de artikelen 12, 13 en 14 van het ontwerp) ...

HOOFDSTUK III. - OPHEFFINGSBEPALINGEN.

Artikel ...

Opgeheven worden :

1° het decreet van 25 mei 1956 tot inrichting van de Koloniale Verzekeringskas;

.../...

2° het decreet van 3 mei 1960 tot wijziging van de benaming van de Koloniale Verzekeringskas;

3° de wet van 27 juni 1960 aangaande de Verzekeringskas van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi.

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

G. HOLOYE, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, raadsheren van State,

F. DUCHENE, assesseurs de la section de législation,
J. ROLAND, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.
Le rapport a été présenté par M. G. TACQ, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.
Het verslag werd uitgebracht door de H. G. TACQ, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G. DE LEUZE.

(s.) J. SUETENS.